

ques très modernes, nous avons pu occuper le marché presque 12 mois par année, et pour ces centres d'entreposage nous avons eu quand même des subventions pour améliorer davantage la qualité du produit par le lavage. Je crois qu'il faut rendre hommage au ministère de l'Agriculture pour ces subventions, puisque quand la pomme de terre lavée des États-Unis arrivait au pays, elle entraînait en directe concurrence avec le produit canadien, et elle était beaucoup mieux présentée. Depuis quelques années il n'en est plus ainsi, et ces centres de lavage ont un taux d'efficacité extrêmement élevé, puisque grâce à la politique du ministère de l'Agriculture on invite plusieurs producteurs agricoles à acheminer leur production vers ces centres où se font la classification, l'ensachage et la livraison également.

Donc, monsieur le président, il faut continuer dans cette voie et, encore une fois, ce qui est très important c'est la consultation. Il faut qu'elle soit accélérée afin de vendre l'idée, d'inciter davantage les producteurs agricoles, peu importe la région où ils demeurent dans ce pays, à développer ces outils de commercialisation. Encore une fois je partage en partie l'idée telle que soumise et proposée par un collègue de l'opposition, mais là où je ne la partage pas c'est la façon de l'imposer. Il faut que cela vienne de la base encore une fois, monsieur le président, et je suis convaincu qu'un outil imposé serait moins efficace. On a la preuve que les offices de commercialisation qui fonctionnent présentement font l'honneur des producteurs canadiens et ils mettent également à l'épreuve le taux d'efficacité des producteurs canadiens puisque les coûts de production de ces offices sont très scientifiques et sont basés sur des fermes très rentables.

Je ne vois donc pas encore comme catastrophique l'état de l'agriculteur canadien. Cependant il devra s'organiser, dans un court temps, et le gouvernement, par l'entremise du ministre et de ses fonctionnaires, n'a jamais été contre une organisation très bien structurée de l'agriculteur canadien. Sur ce, monsieur le président, il me fait plaisir de céder cinq minutes à mon collègue de Portage-Marquette (M. Mayer) qui peut, je crois, émettre de bonnes idées en ce qui touche aux agriculteurs canadiens.

● (1750)

[Traduction]

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Monsieur l'Orateur, je remercie mon bon ami et collègue au comité permanent de l'agriculture, le député de Chicoutimi (M. Dionne), qui m'a accordé quelques minutes ce soir. Même si je lui avais confié que certaines de mes observations ne seraient pas très flatteuses pour le ministre de l'Agriculture, il m'a tout de même accordé cinq minutes. Quoi qu'il en soit, je tiens à signaler certaines lacunes du discours du ministre.

J'ai été abasourdi d'entendre le ministre de l'Agriculture discourir pendant vingt minutes et même davantage sans insister sur les taux d'intérêt, qui constituent un problème majeur au Canada. Il n'a rien dit non plus du prix de l'énergie et des problèmes que causera à l'industrie la hausse de 9c. le gallon d'essence annoncée hier. Il a passé sous silence les problèmes liés au bill C-57, dont l'adoption entraînerait une hausse du prix du gaz naturel et donc des engrais. Le ministre n'a pas parlé du tout de ce qu'il fallait faire de la caisse de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. J'ai écrit au ministre et je lui ai proposé des solutions qui permettraient de la rendre plus

Agriculture

efficace. Ce n'est qu'une petite partie des sujets que le ministre aurait pu aborder et des programmes que l'on pour pourrait mettre en œuvre pour aider les agriculteurs. Il n'a pas parlé du transport du grain non plus.

Notre éminent céréalier de Winnipeg, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy), a dit que nous allions vendre 25 millions de tonnes de céréales à la Russie d'ici cinq ans. Pourtant, le gouvernement ne fait rien pour veiller à ce que le réseau de transport nous permette d'assurer les livraisons promises à la Russie. C'est une priorité nationale. Ce sera intéressant pour tout le pays; notre balance des paiements, nos taux d'intérêt et notre monnaie ne s'en porteront que mieux.

Le ministre de l'Agriculture n'a pas abordé ces sujets. Il n'a pas parlé non plus du transport du bétail. Nous connaissons de graves problèmes avec le CN et le CP en ce qui concerne le transport du bétail au Canada. Des représentants de ces deux compagnies ont comparu devant le comité permanent des transports. Il semble y avoir un manque total de direction et d'initiative de la part du CN ou du gouvernement pour ce qui est de veiller à ce que l'on dispose d'un nombre suffisant de wagons pour le transport du bétail.

Je n'ai pas entendu le ministre nous dire quoi que ce soit au sujet de la Commission sur le transport des céréales que le ministre de Transports précédemment avait créé à Winnipeg. Un coordonnateur a été nommé mais il a fallu approximativement cinq mois au ministre pour le faire. Cela fait huit mois que le directeur de cet organisme, M. Hugh Horner, a démissionné; c'était en octobre dernier. Or, depuis ce temps-là le gouvernement n'a pas encore été capable de lui trouver un remplaçant. J'aurais aimé que l'on mette davantage l'accent sur l'agriculture dans l'Ouest du Canada.

La loi sur la stabilisation des prix agricoles a certainement besoin d'être modifiée et d'être refondue pour la rendre plus efficace. Bien des agriculteurs souhaiteraient que l'on mette en œuvre un plan d'action appelant une plus grande participation de leur part et où les producteurs et le gouvernement apporteraient chacun leur contribution pour qu'il soit plus utile lorsque les producteurs se heurtent à des problèmes de commercialisation.

L'industrie canadienne de l'élevage du mouton est en très mauvaise posture. Nous nous faisons littéralement houspiller quand nous arrivons sur les marchés étrangers. Nous avons de gros problèmes à ce chapitre. C'est une petite industrie, mais c'est une industrie très importante aux yeux de ceux qui s'y adonnent. Le ministre n'a pas parlé de ce qu'il a fait pour eux. Il n'a pas parlé non plus de la Société du crédit agricole.

Certaines idées très intéressantes ont été émises sur la façon d'accroître les fonds de la Société. Comme l'a dit mon collègue néo-démocrate, le député de Selkirk-Interlake (M. Sargeant), il suffirait que le gouvernement lui en accorde davantage. Le directeur de la Société a proposé que le gouvernement émette des obligations aux gens qui vendent des terres. Cela permettrait à la Société de grossir sa caisse sans avoir à demander une augmentation de budget au gouvernement ni à mobiliser le marché. Ce serait donc un instrument très efficace. Je crois que le ministre devrait étudier sérieusement cette suggestion et y donner suite. Ce serait un bon moyen de garder dans le domaine de l'agriculture des capitaux produits par la vente des terres. Ce sont, bref, certaines des choses dont le ministre ne reconnaît pas l'existence.